

Rwanda : "Nous avons besoin de demander pardon" pour le génocide, affirme Clémentine Autain

Maxence Gevin

LCI, 27 mai 2021

Invitée de LCI ce jeudi, la tête de liste LFI pour les élections régionales en Île-de-France a salué le déplacement d'Emmanuel Macron à Kigali, estimant nécessaire la reconnaissance de la "responsabilité" de la France dans le génocide du Rwanda.

Sur le plateau de LCI ce jeudi, la députée Clémentine Autain a réclamé des "excuses" officielles de la France après le génocide du Rwanda, dans un contexte où Emmanuel Macron se rend à Kigali pour un déplacement très attendu. "La France a une responsabilité [...] qu'il faut reconnaître. C'est pourquoi, nous avons besoin de demander pardon", assène-t-elle. "En 100 jours, un million de Tutsis ont été massacrés. Il faut voir la violence des crimes qui ont été commis qui dépassent largement les crimes de guerre. Ce sont des femmes

et des enfants qui ont été tués, dans des conditions parfois atroces", se justifie l'élue, tête de liste LFI pour les élections régionales en Île-de-France.

Arguant un "consensus" de la communauté "académique et scientifique", Clémentine Autain affirme que la France a "une responsabilité politique, diplomatique et militaire" dans ce drame survenu en 1994. "Le président de la République, le secrétaire général de l'Élysée, le ministre des Affaires étrangères ont continué, alors qu'ils savaient [ce qu'il se passait, NDLR], à apporter un soutien à ce massacre hors-norme", dénonce-t-elle.

Parallèlement, la candidate à la région Île-de-France pointe un "silence coupable" de la part de la classe politique française.

"À gauche, nous avons aussi besoin d'avoir une parole forte parce

qu'il y a eu du déni. Le temps est venu de dire les choses clairement", martèle-t-elle. "La grandeur de la France c'est aussi et avant tout les principes sur lesquels notre République est fondée. À partir du moment où ces principes sont ouvertement bafoués par des crimes pour lesquels la France a apporté son soutien alors la grandeur de la France c'est de reconnaître ces crimes. Quelle sera sinon notre légitimité demain pour dénoncer des crimes à travers le monde si nous ne sommes pas capables de regarder en face ce qu'il s'est passé?", conclut l'élue.